

## **Au-delà de la réalité - ou - Un idéal illusoire: la gestion par le Japon pro-nucléaire des flux migratoires lors d'une catastrophe nucléaire**

par Cécile Asanuma-Brice

Trois ans ont passé depuis le tremblement de terre suivi d'un tsunami le 11 Mars 2011, qui, faut-il le rappeler, a engendré l'explosion d'une centrale nucléaire dans le nord-est du Japon. Dès lors, au coeur des préoccupations de la gestion des dégâts, se trouve celle des hommes et de leur mobilité. Nous avons, en décembre de la même année, rédigé un bilan précis des dégâts dans le secteur du logement, ainsi que du système de relogement des victimes à la fois du tsunami et de la contamination nucléaire qui s'est très largement répandue dans une partie de la région de Fukushima et des départements voisins<sup>1</sup>. Le gouvernement a fait état de 160 000 personnes déplacées, dont 100 000 à l'intérieur du département et 60 000 à l'extérieur. Suite à la politique publique de retour à vivre dans les territoires en grande partie contaminés, l'estimation officielle est aujourd'hui de 140.000 personnes réfugiées dans des proportions équivalentes: 100 000 au sein du territoire et 40 000 à l'extérieur. Néanmoins, ces chiffres officiels sont le fruit d'un système d'enregistrement extrêmement contraignant, auquel une partie non négligeable des habitants n'a pas voulu se plier<sup>2</sup>. La population déplacée est donc notablement plus élevée que les statistiques officielles ne nous le laissent entendre. Qu'en est-il aujourd'hui des réfugiés du nucléaires au Japon? Quelle politique locale de protection des habitants a été mise en place au cours de ces trois années de tentative de gestion d'un désastre mondial? Quelles sont les motivations des autorités visant à contraindre la population au retour dans des zones pour partie encore contaminées, en dépit du risque toujours présent et en l'absence de toute requête [de retour]? Tels sont les quelques points que nous tentons d'élucider en partie dans ce dossier.

### **Les enjeux de la catastrophe**

Par «catastrophe», nous désignons ce qui selon la définition de Jean-Jacques Delfour<sup>3</sup> est «l'effet normal d'une série de causes réelles et la mise en visibilité de cette série c'est à dire des négligences, minimisations, contournements, refus de considération des risques créés». Comme le rappelle le même auteur, cela désigne « une série causale strictement humaine-technique ». Nous assumons ici le fait que « rien ne discrédite plus promptement un homme que d'être soupçonné de critiquer les machines »<sup>4</sup>. Mais il est essentiel, lorsqu'on évoque la gestion des flux migratoires par un gouvernement et afin de pouvoir comprendre les choix effectués par celui-ci, d'en appréhender la politique tant intérieure qu'extérieure. En outre, parmi les plus grands paradoxes qui ont suivi la catastrophe dont il est question ici, se trouve la multiplication des accords internationaux en matière de nucléaire entre la France et le Japon (Mitsubishi et Areva notamment) pour la construction de nouvelles centrales nucléaires et l'exploitation de nouveaux gisements [d'uranium], plus particulièrement en Asie<sup>5</sup>. On notera par ailleurs, mais c'est sans doute une coïncidence, la première participation en Juin 2014 du groupe Mitsubishi à Eurosatory, le plus grand salon mondial de l'armement terrestre<sup>6</sup>.

---

1. C.ASANUMA-BRICE (2011) : *Logement social au Japon : Un bilan après la crise du 11 mars 2011*, Revue Urbanisme, Nov.

2. C.ASANUMA-BRICE et T. RIBAUT: *Quelle protection humaine en situation de vulnérabilité totale ? - Logement et migration intérieure dans le désastre de Fukushima* - Rapport dans le cadre du programme Nucléaire, risque et société de la Mission Interdisciplinarité du CNRS (2012).

3. J.-J.DELFOUR (2014) : *La condition nucléaire, réflexions sur la situation atomique de l'humanité*, Paris, éditions L'échappée.

4. G.ANDERS (1956), *L'obsolescence de l'homme. Sur l'âme à l'époque de la deuxième révolution industrielle* Paris, Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances, réédition 2002.

5. Entre autre sur le sujet : Le Monde 02/05/2013 : « Le Duo Mitsubishi-Areva va construire quatre réacteurs nucléaires en Turquie ». Le Parisien (26/10/2013) : «Nucléaire: accord de partenariat entre Areva, Mon-Atom et Mitsubishi».

6. Le Monde (16/06/2014) : « Le Japon revient dans la course aux ventes d'armes ».

Dans une phase de préparation, en décembre 2012, s'est tenue à Fukushima la Conférence Ministérielle sur la Sûreté Nucléaire de l'AIEA<sup>7</sup> (Agence internationale de l'énergie atomique), réunissant des représentants des pays du monde entier, afin d'y promettre le développement de centrales désormais sûres et sans danger. La décision politique de poursuivre et de développer l'énergie nucléaire était prise, engendrant la nécessité d'un retour à la normale des plus prompts et à moindre coût. Les outils élaborés par la CIPR (Commission internationale de protection radiologique) en radioprotection, basés sur des «*notions de doses collectives et des analyses coûts-bénéfices*» sont utilisés comme fondement des calculs de rentabilité en situation de risque. Selon la CIPR, la gestion du risque relève d'une équation attribuant une valeur économique à la vie humaine, qui devra affronter le coût engendré pour sa protection afin de déterminer la rentabilité ou non de la mise en place de cette protection.<sup>8</sup> Comme le déclarait Jacques Lochard, membre du comité de la CIPR et directeur du CEPN (Centre d'étude sur l'évaluation de la Protection dans le domaine Nucléaire), lors d'un entretien que nous avons mené en novembre 2013, «*Ethos ne va jamais sans Thanatos*».<sup>9</sup> Le tout est de savoir de quel côté l'on souhaite faire pencher la balance. Attribuer une valeur monétaire à la vie humaine matérialise certainement l'aboutissement le plus extrême de la tendance à l'objectivation de l'être humain, devenu objet dans nos sociétés.

On peut découper en trois phases la politique de contrôle des flux de population en fonction des directives énoncées via les plans de priorité annuels du gouvernement japonais dans le contexte que nous venons de décrire.

## Une politique de gestion des flux à rebours

**La première étape** a été mise en œuvre dans l'année qui a suivi la catastrophe. Il fallait répondre à l'urgence, et cela a été fait notamment par l'ouverture à la gratuité du parc de logements publics vacants sur l'ensemble du territoire afin d'y accueillir les victimes. Hâtivement, la tentative de réconfort prend place à l'intérieur du département de Fukushima, par la construction de l'illusion de la protection. Des mesures concrètes et visibles sont réalisées.

Les logements provisoires sont bâtis en partie sur des zones contaminées, l'installation des postes de mesure trafiqués et la décontamination, dont l'inefficacité a été rapidement remise en cause, sont les plus flagrantes.

## La répartition des logements temporaires d'urgence versus la répartition du rayonnement

La fin de l'année 2012 marque le premier appel au retour via l'arrêt de la décision nationale de gratuité des logements publics vacants sur l'ensemble du territoire, dont le choix est désormais remis entre les mains des collectivités locales. Voici un des points fondamentaux qui caractérise la gestion du désastre, à savoir le déplacement de la responsabilisation. Désresponsabiliser les pouvoirs publics plus particulièrement gouvernementaux au profit d'une responsabilisation des collectivités locales est le premier degré de ce processus. Cela se traduit par un retard considérable dans les plans de reconstruction, les collectivités locales concernées n'ayant pas les moyens de l'assumer. Ainsi, ne pas reconstruire tout en appelant au retour en vantant une reconstruction fictive, garantit un maintien des coûts à un niveau bien moindre comparé à celui des dépenses qu'impliqueraient de véritables politiques de reconstruction. Mais surtout, les autorités, qui travaillent à la fixation des populations dans le département afin d'assurer leur suivi statistique et scientifique, ne sont pas prêtes à investir pour protéger ces populations qu'elles estiment condamnées. Pourquoi investir dans des logements publics pour un département déjà dépeuplé et amené à l'être encore plus ?

---

7. 15 au 17 décembre 2012, s'est tenue à Fukushima la conférence ministérielle sur la sécurité nucléaire *The Fukushima Ministerial Conference on nuclear safety*

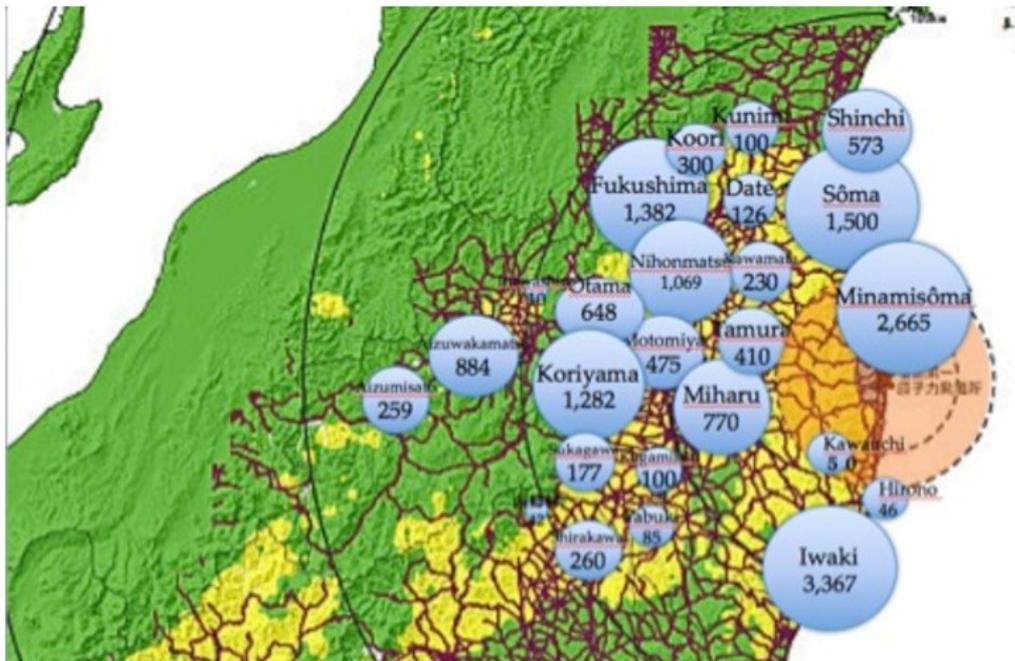
8.F. ROMERIO (1994) : *Energie, économie, environnement : Le cas de l'électricité en Europe entre passé, présent et futur*, ed. Librairie DROZ, Genève.

9. Entretien réalisé avec T. Ribault à Fukushima en nov. 2013. J. Lochard faisait ici référence au projet ETHOS établi par le CEPN à Tchernobyl en 1986 et à Fukushima en 2012, visant à donner les connaissances de radioprotection à la population vivant dans des territoires contaminés afin de permettre le glissement de responsabilisation que nous évoquons ici, soit l'auto-gestion de sa protection.

**Logements temporaires à Aizuwakamatsu en Mai 2012 - Photo Cécile Asanuma-Brice**



**Le second échelon** vers une déresponsabilisation de l'Etat amène à faire peser la responsabilité sur les individus qui se voient contraints à la gestion de leur vie dans un environnement contaminé, ou encore confrontés au choix rendu impossible du refuge. Pratiquement, le gouvernement ne propose aucune aide financière ou matérielle afin de permettre aux gens qui le souhaiteraient de se réfugier. Moralement, une politique offensive de communication est élaborée via des images préconçues et largement véhiculées de l'impossibilité des japonais de quitter leur pays natal, visant à motiver l'abandon du départ. S'il est évident que l'éloignement de sa terre est un déchirement d'autant plus fort lorsqu'il s'agit de celle que l'on a cultivé le temps d'une vie, ce sentiment n'est pas propre au peuple japonais. Par ailleurs, nombre des personnes que nous avons interviewées lors de nos recherches, ont exprimé leur désir du refuge malgré leur attachement à la terre, mais elles étaient confrontées à l'impossibilité matérielle de pouvoir mettre en œuvre leur désir [en l'absence d'aide financière du gouvernement].<sup>10</sup>



**Mesures à 1 mètre de hauteur > ou = à 0,20  $\mu\text{Sv/h}$ , ou 1752  $\mu\text{Sv/an}$ , soit 1,7 mSv/an**

1 mSv (millisievert)=1 000  $\mu\text{Sv}$

**Limite autorisée pour l'exposition de la population civile aux rayonnements artificiels** en France (et au Japon avant l'explosion): 1 mSv / an / personne (Code de la santé publique, article R1333-8).

Carte créée par **Cécile Asanuma-Brice**

10. C.ASANUMA-BRICE(2013) *Fukushima, une démocratie en souffrance*, Revue Outre terre-Revue Française de géopolitique, Mars.

## Rouvrir pour mieux guérir

Cette politique d'appel au retour se solde par la réouverture d'une partie de la zone à la fin mai 2013. Cette politique de rétrécissement de la zone de restriction a des conséquences financières importantes pour les personnes évacuées qui ont droit maintenant à moins de compensation de la Tokyo Electric Power Company (Tepco). Donc, ce qui peut être une image publique bonne mais imméritée des efforts de décontamination du gouvernement est une mauvaise nouvelle pour les personnes qui trouvent maintenant leurs maisons déclarées habitables quand en fait c'est une fiction car leurs maisons sont situées dans des villes fantômes encore contaminées. En avril 2011, le gouvernement avait fixé une zone d'évacuation de 20 km comprenant la ville de Futaba et 8 autres collectivités locales. La totalité du périmètre est réorganisée. La zone de retour possible après décontamination (dont le taux de contamination était en deça de 20 millisievert), la zone de retour « confus » (difficile) (50 millisievert) ont été revues. La zone de réglementation spéciale qui recouvrait les 9 collectivités locales autour de la centrale, dans laquelle le retour n'était pas autorisé, est totalement supprimée<sup>11</sup>. Une population de 76 420 personnes est concernée par ces mesures. 67% d'entre eux, soit 51 360 personnes, se trouvent dans la zone de « préparation à l'annulation de la directive d'évacuation » et peuvent se déplacer librement dans la zone durant la journée afin d'entretenir leur habitat, [mais ne peuvent pas y rester la nuit]. L'annulation de la directive a été effective en partie en 2014. La zone de restriction de résidence qui concerne 25 % des habitants (19230 personnes), permet l'entrée et la sortie libre dans la journée, sans autoriser d'y travailler. La possibilité de revenir travailler dans la journée concerne 42% de la population soit 32 130 personnes.



**A Gauche: Carte de 2011 :**

l'**orange** représente la zone d'évacuation;

le **rose**, la zone d'évacuation volontaire;

le **jaune** la zone de préparation à l'évacuation en cas d'urgence. 1er avril 2011<sup>11</sup>



**A Droite: Carte de la situation de la zone d'évacuation au 1<sup>er</sup> avril 2014:**

le **rose** est la "zone de retour difficile" (plus de 50 millisieverts / an),

le **jaune** est la zone de résidence limitée (20 à 50 mSv / an), le **vert** est la zone de "préparation à l'annulation de l'ordonnance d'évacuation " (en dessous de 20 mSv /an). Juin 2014<sup>12</sup>

11. Yomiuri, 9 mai 2013 : « Annonce du 7 mai 2013 par le comité de gestion des désastres nucléaires de la suppression de la zone de surveillance spéciale jusqu'alors interdite à partir du 28 de ce mois. »

12. Fukushima Minpô, 23 juin 2014 : 3 ans après l'accident, tout à moins de 20 msv, mise en place de mesures après la décontamination de la zone de retour confus, le gouvernement fait les comptes

Néanmoins, les situations varient à l'intérieur d'une même collectivité. Les supermarchés, centres de soins et autres services ne peuvent pas être remis en fonction, ce qui signifie que ces zones restent inhabitables, rouvertes pour des raisons pratiques. Une partie des villes de Okuma et Futaba sont utilisées comme zone test de décontamination, dans la perspective de rouvrir au retour la zone pour préparation à l'annulation de la directive.

## **Soumettre par l'illusion de la protection : « résilions-nous ! »**

La seconde phase de politique de contrôle des flux s'est traduite par la mobilisation d'outils conceptuels, et principalement celui de la résilience. Le titre du Livre blanc du ministère de l'enseignement et de la recherche japonais 2012 annonçait la couleur : « *Toward a robust and resilient society* » («*Vers une société solide et résiliente*»). Les budgets de recherche se sont alors orientés vers l'étude et la mise en œuvre politique de ce concept dans les domaines les plus variés. Anglicisme provenant du terme *resiliency*, cette notion, dans le domaine des sciences est d'abord utilisée en physique des matériaux pour décrire l'élasticité d'un corps qui aurait la capacité de retrouver sa forme initiale après avoir accusé un choc. Emmy Wermer a introduit cette notion en psychologie, via l'identification de facteurs qui auraient aidé certains enfants à surmonter leurs traumatismes. Boris Cyrulnick a répandu ce concept en France. Les cindyniques, sciences qui traitent des catastrophes (du grec κίνδυνος *kíndunos* danger), utilisent aujourd'hui ce concept afin de déterminer des modèles qui permettraient à nos villes de résister aux périls. Reconnaisant sa vulnérabilité face aux aléas, la ville serait dans la nécessité d'adopter un caractère résilient afin de pouvoir di-gérer les multiples risques naturels ou humains<sup>13</sup>. Dans le cas présent, tous les outils sont mobilisés et c'est un doux mélange des approches développées concernant la résilience psychologique, écologique, urbaine et tant d'autres encore, qui sont bravées afin de suggérer l'abandon de la fuite à ceux qui obéiraient encore à leur instinct primaire d'angoisse face aux dangers. Parler de résilience en cas de catastrophe nucléaire, c'est néanmoins faire fi du fait que la peur moteur de comportements de protection est parfois salutaire.

Utiliser la résilience urbaine comme outil de gestion des catastrophes pose problème. Le décalage est accru entre le territoire et les producteurs de l'espace, l'être est absent des explications, qui prennent la ville comme objet, mais également comme sujet au sens d'être vivant et autonome, qu'il faudrait ou supporter, ou tenter de soigner sans considérer qu'elle n'est que chose, simple produit construit des humains. Le problème essentiel que cela engendre est, là aussi, une déresponsabilisation<sup>14</sup> des conséquences de l'action de l'être humain sur son environnement. Cela entraîne l'oblitération de l'être comme acteur de production et de gestion des espaces, en tant qu'être vivant *dans* ces territoires, et anéantit de fait l'inter-action entre le lieu de vie, le milieu, ses habitants, ses producteurs et ses gestionnaires, ces trois dernières catégories pouvant être confondues. Ainsi, un expert de l'université de Fukushima en charge de la protection contre les catastrophes, évoquait lors d'un entretien effectué en juin 2014, la bonne résilience des japonais en cas de tremblement de terre. Ses propos étaient schématisés sur une diapositive enseignant la bonne équation : sur une balance se trouvait d'un côté un rond lourd représentant la résilience, et de l'autre un rond léger figurant la catastrophe. Selon cette représentation, plus la résilience est lourde et plus les effets de la catastrophe seraient légers. Alors que je lui demandais ce que cela signifiait concrètement pour lui, il me répond embarrassé par le fait que trois jours avant notre entrevue, un tremblement de terre de magnitude 4 avait eu raison de ces concepts : « *pour nous, maintenant, il s'agit d'élargir les routes afin que les gens puissent fuir et que les encombrements de 2011 ne se reproduisent pas en cas d'une nouvelle catastrophe car nous les réinstallons au pied d'une centrale nucléaire encore instable* ». La nécessité de réduire la distance présente grandissante entre la science et la conscience ne pouvait trouver d'exemple plus manifeste.

---

13. G. Djament-Tran, M. Reghezza-Zitt (2012) : Résiliences urbaines Les villes face aux catastrophes, ed. Le Manuscrit.

14. Cette déresponsabilisation provient de la coupure du lien entre les différents acteurs de production et de pratique de la ville nécessaire à toute responsabilisation. Cf. J.Tronto « Le terme de responsabilité (...) renvoie à l'idée de « réponse », c'est à dire à une attitude manifestement rationnelle. »(p.103), in Carol Gilligan, Arlie Hochschild, Joan Tronto (2013) : Contre l'indifférence des privilégiés, éd. Payot

## De la résilience à la communication du risque

**Le troisième stade** de contrôle des mouvements de population a recours au domaine de la communication sur le risque. Chaque année est un pas supplémentaire vers une plus grande abstraction. L'Etat n'a de cesse d'appeler au retour, arguant la souffrance psychologique des réfugiés générée par l'éloignement de leur pays natal<sup>15</sup>. Selon les experts de l'université médicale de Fukushima et de l'AIEA qui se sont rassemblés le 24 novembre 2013 pour une conférence internationale sur la question, les troubles nerveux observés, notamment chez les habitants des cités de logements provisoires ou des résidents des zones «perçues» comme contaminées proviendraient entre autre, d'un surplus de protection. Le Pr Hirofumi MASHIKO, neuropsychiatre au département de médecine de l'université de Fukushima, explique ainsi que le port du masque, les restrictions diverses liées à l'utilisation des cours d'écoles, des piscines, à la consommation de la nourriture, etc. seraient autant de mesures stressantes à l'origine de désordres psychiques, notamment chez les personnes présentant des prédispositions aux troubles mentaux. A aucun moment, il n'a été mentionné l'éventualité que ces dépressions puissent être la conséquence de l'impossibilité de pouvoir quitter les zones contaminées.

Afin de faire passer le message auprès des premiers concernés et de regagner la confiance des citoyens, une véritable stratégie de communication est adoptée soutenue par un budget spécifique pour l'année 2014 de plus de deux millions d'euros.

Cette politique agressive vise à « éduquer » aux risques sanitaires pour mieux rassurer, notamment via l'organisation de workshop sur la radioactivité et le cancer destinés aux élèves des classes primaires du département de Fukushima<sup>16</sup> ou par la distribution de manuels apprenant à gérer la vie dans un environnement contaminé<sup>17</sup>. Une stratégie d'endoctrinement, au sens propre, ce qui signifie que la nécessité - qui est et ne peut pas ne pas être - d'accepter la doctrine, s'applique désormais.

**La ville de Tomioka dans la zone de résidence limitée, 25 Octobre 2013. Niveau de radiations: 3 µSv/h.**



-----  
15. Fukushima Minpô, 10 oct. 2013 : *Le nombre de suicide en augmentation en raison de l'allongement de la période du refuge - dans le département (de Fukushima), et dans les trois départements dévastés* « Le ministère de l'intérieur a reconnu une tendance à l'accroissement du nombre de suicides dans le département due à l'accident de la centrale nucléaire Daiichi et du désastre du Japon de l'Est. Cette année jusque fin août le chiffre s'élève à 15 personnes, l'année dernière, sur une année, on dénombrait 13 personnes, alors que le nombre de suicide était déjà monté à 10 il y a deux ans. Avec 5 fois plus de suicides que dans la préfecture d'Iwate, le département de Fukushima est celui des trois départements dévastés qui en compte le plus grand nombre. Les spécialistes montrent du doigt la charge nerveuse que représente l'allongement de la période du refuge loin du pays natal. Il est à craindre que la tendance à l'augmentation s'accélère, des mesures d'urgence deviennent nécessaires. » Trad. ABC

16. The 52nd Annual Meeting of Japan Society of clinical Ontology : *Kids cancer seminar - Because you live in Fukushima there is a necessity of education on cancer !*

17. NHK, 10 juin 2014, un manuel apprenant à « vivre avec la radioactivité » est désormais distribué dans les collectivités.



**Affiche publicitaire optimiste pour un événement dans une école primaire de Fukushima le 29 Mars 2014:**

*52e réunion annuelle de la Société japonaise d'oncologie clinique: séminaire sur le cancer des enfants -Parce que vous vivez à Fukushima l'éducation sur le cancer est nécessaire!*

**Le gouvernement inquiet d'une recrudescence des décès**

Plus de 1170 décès relatifs à l'explosion de la centrale nucléaire Tepco Daiichi de Fukushima sont comptabilisés au 11 septembre 2014<sup>18</sup>. Cela inclut les décès parmi ceux qui ont fui l'explosion et la contamination, et les travailleurs d'urgence à Daiichi. La population vieillissante relogée dans des logements qui devaient être provisoires, est la première touchée par ce fléau. Le droit au refuge n'ayant pas été accordé en dépit des recommandations faites par le rapporteur aux droits de l'homme de l'ONU Anand Grover suite à sa mission au Japon du 15 au 26 décembre 2012<sup>19</sup>, aucun accompagnement financier ne permet à ces habitants le relogement qu'ils escomptaient. Leurs conditions sanitaires se dégradent au fur et à mesure du temps qui passe alors que d'autres décident de partir à leurs frais devant l'instabilité environnementale ingérable au quotidien. La chute dans une spirale de paupérisation touche une partie d'entre eux, alors livrée à la dépression et à l'alcoolisme. Si l'on s'attache à la répartition par ville des décès, les villes de Namie (333 décès), Tomioka (250 décès), Futaba (113 décès) et Ôkuma (106 décès) adjacentes à la centrale dont les fuites d'eau contaminée sont toujours hors de contrôle, comptent parmi leurs habitants 802 décès identifiés comme conséquents de l'explosion de la centrale. 55 d'entre eux ont été enregistrés ces six derniers mois. Le journal Fukushima Minpô, tirait la sonnette d'alarme dans un article du 21 juin 2014<sup>20</sup> rapportant les propos du Ministère de l'intérieur sur le nombre de suicides en recrudescence.

18. le nombre de morts relatifs au nucléaire dépasse les 1100 personnes, avec une augmentation de 70 personnes en 6 mois Tôkyô Shinbun, 11 sept. 2014

19. Report of the Special Rapporteur on the right of everyone to the enjoyment of the highest attainable standard of physical and mental health, Anand Grover, ONU, Mission to Japan (15- 26 November 2012).

20. les suicides en rapport avec l'accident ne s'arrêtent plus à l'intérieur du département de Fukushima, Fukushima Minpo, 21 juin 2014.

## L'accroissement du nombre de cancer de la thyroïde ou la guerre des experts

La multiplication du nombre des cancers de la Thyroïde doit également être prise en compte dans le bilan des conséquences sanitaires de l'explosion de la centrale. Selon la commission d'enquête du département de Fukushima dont les résultats ont été rendus publics le 24 août 2014, 104 enfants de moins de 18 ans, parmi les 300 000 composant l'échantillon, ont été diagnostiqués comme étant atteints d'un cancer de la thyroïde<sup>21</sup>.

L'Association japonaise des chefs de clinique (JACRI) estime que le taux naturel de cancer de la thyroïde au Japon est de 1 à 3 personnes par million.

Des voix d'épidémiologistes, à l'intérieur comme à l'extérieur du Japon, se lèvent pour contrer la position soutenue par les experts de la commission départementale de Fukushima selon laquelle ces cancers ne seraient pas conséquents à l'explosion de la centrale. Ces derniers justifient l'augmentation du nombre de cas de cancer de la thyroïde par l'effet de *screening*, soit le perfectionnement des outils radiologiques actuels qui, s'ils permettent une détection plus affinée des maladies, empêcheraient par là-même toute comparaison avec les données antérieures. En suivant cette même logique d'une tentative de réconfort morale des habitants, visant à la fois la réouverture de la zone d'évacuation afin d'y reloger la population au plus vite, **et** le redémarrage prévu de deux centrales en septembre-octobre 2014, le Ministère de l'environnement soutient dans un rapport rendu public le 17 août 2014 via la chaîne du gouvernement TV-internet<sup>22</sup>, 5 journaux nationaux et deux journaux locaux, qu'en deçà de 100 msv/an, aucune conséquence ne serait visible sur la santé<sup>23</sup>. Un premier rapport avait déjà été publié par le gouvernement en février 2014, spécifiant la faible dangerosité sanitaire d'un environnement à 100 msv/an comme celui d'un environnement à faible dose<sup>24</sup>. Le Professeur TSUDA Toshihide de l'université d'Okayama, spécialisé en épidémiologie, a remis en cause publiquement, point par point, l'enquête de l'université Médicale de Fukushima qu'il estime erronée, spécifiant d'une part que le rapport de l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) de 2013<sup>25</sup> notifie clairement une augmentation présente et à venir du nombre de cancer à Fukushima, d'autre part que la position du gouvernement japonais niant les conséquences sanitaires en deçà de 100 msv est une aberration scientifique que peu d'épidémiologues étrangers se risqueraient de prononcer<sup>26</sup>.

Le professeur Keith Baverstock, épidémiologiste, doyen de l'université de Finlande et ancien membre de l'OMS, dans une lettre ouverte à l'UNSCEAR<sup>27</sup> s'en prend quant à lui aux résultats présentés dans le rapport de l'UNSCEAR 2013, en précisant que ce rapport n'est paru que trois ans après l'enquête sur laquelle il est fondé en raison des querelles entre les membres qui composent la commission. L'un de ces membres, le Dr Wolfgang Weiss, s'était notamment opposé à la publication de ce document qui conclut à la négation d'un accroissement du nombre de cancer en rapport avec l'explosion de la centrale de Fukushima. Néanmoins, le document ne nie pas le fait que l'accident n'est en rien fini, puisque, selon les déclarations de TEPCO (mai 2014), la radioactivité s'échappe toujours de la centrale dans l'océan Pacifique et dans l'air<sup>28</sup>.

-----  
21. *Cancers de la thyroïde, 104 personnes atteintes, enquête sur 300 000 enfants de Fukushima*, Asahi, 24 Août 2014

22. Dr Keiichi Nakagawa (Associate professor, Tokyo University Hospital)

<http://nettv.gov-online.go.jp/prg/prg10283.html?t=115&a=1>

23. Rapport rendu public le 17 août 2014 sous le titre "Pour une connaissance exacte sur la radioactivité" dans cinq journaux nationaux : Asahi, Mainichi, Yomiori, Sankei, Nikkei, et deux journaux locaux : Fukushima Minpô et Fukushima Minyû.

24. [http://www.reconstruction.go.jp/topics/main-cat1/sub-cat1-1/20140218\\_basic\\_information\\_all.pdf](http://www.reconstruction.go.jp/topics/main-cat1/sub-cat1-1/20140218_basic_information_all.pdf)

25. WHO, *Health Risk Assessment*, 2013.

26. TSUDA Toshihide, « Autour des 100 msv, sur les expressions qui multiplient les malentendus » *Revue Science*, Iwanami, Mai 2014, p. 534-540.

27. Keith Baverstock, « 2013 Unsear Report on Fukushima : a critical appraisal », datée du 24 août 2014.

28. <http://csrj.jp/posts/1466>

## Un remède aux migrations : la communication

Devant les querelles de certains experts, d'autres, qui émanent néanmoins des mêmes organisations (OMS, AIEA, CIPR<sup>29</sup>) tranchent le débat de façon plus directe. Ce fut le cas lors des deux journées consacrées au 3<sup>e</sup> Symposium des experts internationaux à Fukushima, organisé par la fondation Sasakawa et l'université Médicale de Fukushima les 8 et 9 septembre 2014. Le titre annonçait le dépassement des querelles épidémiologiques pour enfin atteindre les sommets prometteurs de la résilience et de la reconstruction : «*Beyond Radiation and Health Risk – Toward Resilience and recovery* » ("Au delà des radiations et des risques pour la santé - Vers la résilience et la reconstruction").

Pour Abel Julio Gonzales, Académicien à l'Académie d'Argentine des sciences environnementales et de la mer, qui, tout en étant membre de l'UNSCEAR, occupe la fonction de membre à la commission sur les normes sécuritaires de l'IAEA, tout est une question de communication. Après avoir répété à maintes reprises que la protection a un coût et que le refuge ou la migration d'une partie de la population ne pouvait être un but, celui-ci souhaite revenir sur les mots. La peur des habitants serait notamment due, selon lui, au terme « contamination » qui, référant à la pathologie, accable l'irradiation d'une image négative, alors que les radiations nous viennent également du soleil. Idée reprise par Emilie Van Deveter (OMS) qui propose l'organisation de workshop sur l'irradiation au même titre que sur le soleil, afin d'enseigner les connaissances de base sur la question aux enfants d'écoles primaires. « Quoiqu'il en soit, conclue-t-elle, nous devons gagner le pari du coût-bénéfice ». Pour ce faire et afin de stopper l'hémorragie de population constatée, créer un sentiment de sécurité est désormais la tâche que se donne Jacques Lochard de la CIPR, notamment « en faisant accepter aux habitants ce nouvel élément qui fera désormais parti de leur quotidien : la contamination ». Tous s'accordent à dire qu'il n'y a pas suffisamment de données afin d'évaluer la contamination interne de la population, mais quoiqu'il en soit, cela ne semble pas être au sein des préoccupations. Selon J. Lochard (CIPR), il ne s'agit pas de fixer un seuil, mais de « redonner confiance aux gens en cassant le processus de fuite qui proviendrait d'archétypes comme Tchernobyl par les mesures individuelles, et permettre ainsi l'auto-gestion du quotidien dans un environnement contaminé ». Il reprend pour se faire, les méthodes proposées par un membre du Ministère de la Santé israélien, M. Ishay OSTFELD, un des participants du second symposium organisé par l'université médicale de Fukushima et l'AIEA du 21 au 24 novembre 2013. Comme le rappelait M. Ostfeld, « *Israel generally uses as a model for its medical response to terror, thus his experience may also serve in the field of radiation terror.* »<sup>30</sup>. "Israel l'utilise généralement comme modèle pour la réponse médicale à la terreur ... ainsi cette expérience peut également servir dans le domaine de la terreur du rayonnement." Celui-ci proposait alors des techniques utilisées en temps de guerre en Israël permettant d'atteindre la résilience, soit l'organisation de petits groupes de résidents convaincus, disséminés sur le territoire, en charge de rassurer la population avoisinante. Ce travail a été effectué à Fukushima par la CIPR via les workshop ou dialogues du programme Ethos Fukushima dont le 9<sup>e</sup> a été organisé en août 2014.

La logique n'est donc pas de mettre en place la protection suite à un désastre via les outils publics de protection sociale, mais de les détourner au service de la décision politique. Il ne s'agit en rien d'un complot, mais de l'application d'une planification de gestion des flux de migrations dans un contexte de catastrophe nucléaire par un Etat qui a opté pour la poursuite de l'industrie nucléaire sur son territoire. On peut néanmoins se demander si les experts fermement assurés de la valeur de leurs postulats psychologiques quant aux possibilités illimitées de manipuler l'opinion ne devraient pas revoir leur copie face aux conséquences macabres qu'un état des lieux nous a permis de mettre en évidence.

29. OMS =Organisation Mondiale de la Santé, IAEA = International Atomic Energy Agency, ICRP = International Commission on Radiological Protection.

30. Programme de la conférence, Conférence universitaire internationale: radioprotection, Santé et Société: Implications post-Fukushima pour la formation professionnelle de la santé 21-24 Nov. 2013, p.79.

Présentation de l'auteur : Cécile ASANUMA-BRICE, spécialisée en sociologie urbaine, est chercheuse associée au Clersé – Univ. Lille 1 et au centre de recherche de la Maison Franco-Japonaise de Tôkyô. Résidente permanente au Japon depuis 2001, auteur de nombreux articles sur la gestion de la catastrophe nucléaire de Fukushima, elle a participé à/ou organisé un grand nombre de conférences sur ce même thème en France comme au Japon. Entre autres références :

- ✓ 2014, Co-organisation « Avant et après le désastre de Fukushima : l'impossible échappée ? », colloque et projection de *Gambarô (Courage !)*, film documentaire sur la condition des survivants du désastre nucléaire ; Maison franco-japonaise Tôkyô, 13 juin
- ✓ 2014, Co-organisation avec A. Gonon, T. Ribault, Symposium « Making the Right to Health a Reality after the Fukushima Disaster: Obstacles and Perspectives », Doshisha University, Kyoto, 22 mars
- ✓ 2013, *Fukushima, une démocratie en souffrance*, Revue Outre terre-Revue Française de géopolitique, mars.
- ✓ 2013, *Retour sur Fukushima*, Interview France Culture, émission Terre à Terre par Ruth Stegassy, oct.
- ✓ 2013, *La mémoire de l'oubli, une forme de résistance à la résilience*, Après le désastre, réponses commémoratives et culturelles, Université de Tôkyô, 8 Mars.
- ✓ 2013, co-organisation colloque « Protéger et soumettre à Fukushima », Maison franco-japonaise Tôkyô, 15-16 octobre.
- ✓ 2013, Responsable scientifique, PEPS Mission interdisciplinarité du CNRS (*Expertise, controverse et communication entre Science et société*) : *Les controverses scientifiques face à la responsabilité civique*.
- ✓ 2012, Co-organisation du colloque *Citizen-Scientist International Symposium on radiation protection*, 23-24 juin, Inawashiro, Fukushima.
- ✓ 2012, Co-responsable scientifique ; *Quelle protection humaine en situation de vulnérabilité totale ? - Logement et migration intérieure dans le désastre de Fukushima* - dans le cadre du programme *Nucléaire, risque et société* de la Mission Interdisciplinarité du CNRS.
- ✓ 2011, *Logement social au Japon : Un bilan après la crise du 11 mars 2011*, Revue Urbanisme, nov.